

Service Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 13/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées.

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA PIERRE YUNG ET FILS

Château Grimont

33360 QUINSAC

Références : 2022-01996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement SCEA PIERRE YUNG ET FILS implanté Château Grimont 33360 QUINSAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à une information du SDIS d'essais de pompage sur une réserve d'incendie présente sur site.

Finalement la réserve est située sur le site du Château Sissan, propriété également de la SCEA Pierre Yung et Fils, sur la commune de Camblanes et Méynac (33360).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA PIERRE-YUNG ET FILS
- Château Grimont 33360 QUINSAC
- Code AIOT dans GUN : 0053318342
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Exploitation viticole dont l'activité de préparation et de conditionnement de vins déclarée est de 7000 hl/an avec une capacité de stockage de 10 268 hl.

Récépissé de déclaration n°16981 délivrée le 9 février 2010 au titre de la rubrique 2251 "préparation et conditionnement de vins"

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité de la déclaration
- Lutte et moyens de secours en cas d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(é)nt été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Modifications	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.2	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 4.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une modification de la déclaration initiale devra être effectuée pour prendre en compte la récupération et le traitement des effluents du Château Sissan.

Une attestation du SDIS devra être fournie pour la validation de l'ancienne piscine en tant que réserve incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : Les effluents générés par le Château Sissan, exploité sur la commune de Camblanes et Meynac (33360) et pour lequel la déclaration initiale a été enregistrée sous le numéro 201900754 le 28 novembre 2019 au titre de la rubrique 2251 pour une production annuelle de 2500 hl, vont être récupérés et traités par le Château Grimont. Une modification de la déclaration initiale devra donc être réalisée afin d'intégrer cette information. L'exploitant devra justifier que les installations du Château Grimont sont suffisamment dimensionnées pour traiter le volume d'effluents supplémentaires. Une modification au niveau de la capacité de l'activité au titre de la rubrique 2251 devra éventuellement être réalisées si le volume déclaré en 2010 (préparation et conditionnement de vins pour un volume de 7000 hl/an) est différent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - le récépissé de déclaration et les prescriptions générales, et le cas échéant : - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; - les documents prévus aux points 3.3, 4.3, 5.1, 5.8 du présent arrêté. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Déclaration initiale réalisée le 12 janvier 2010 enregistrée sous le numéro 16981 le 9 février 2010 au titre de la rubrique 2251 "préparation et conditionnement de vins" pour un volume déclaré de 7000 hl/an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, tels que des extincteurs ou tout matériel équivalent et adapté au risque.
Constats : Lors de l'inspection, Monsieur Yung a indiqué la présence d'une ancienne piscine identifiée en tant que réserve à incendie par le SDIS. Cette information doit être confirmée par une attestation du SDIS où le numéro d'identification de la réserve sera précisé. Après consultation du SDIS par les services d'inspection, il apparaît qu'il n'y a pas de poteau incendie autour du site de Quinsac et que l'ancienne piscine n'est pas référencée comme point d'eau pour la défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale